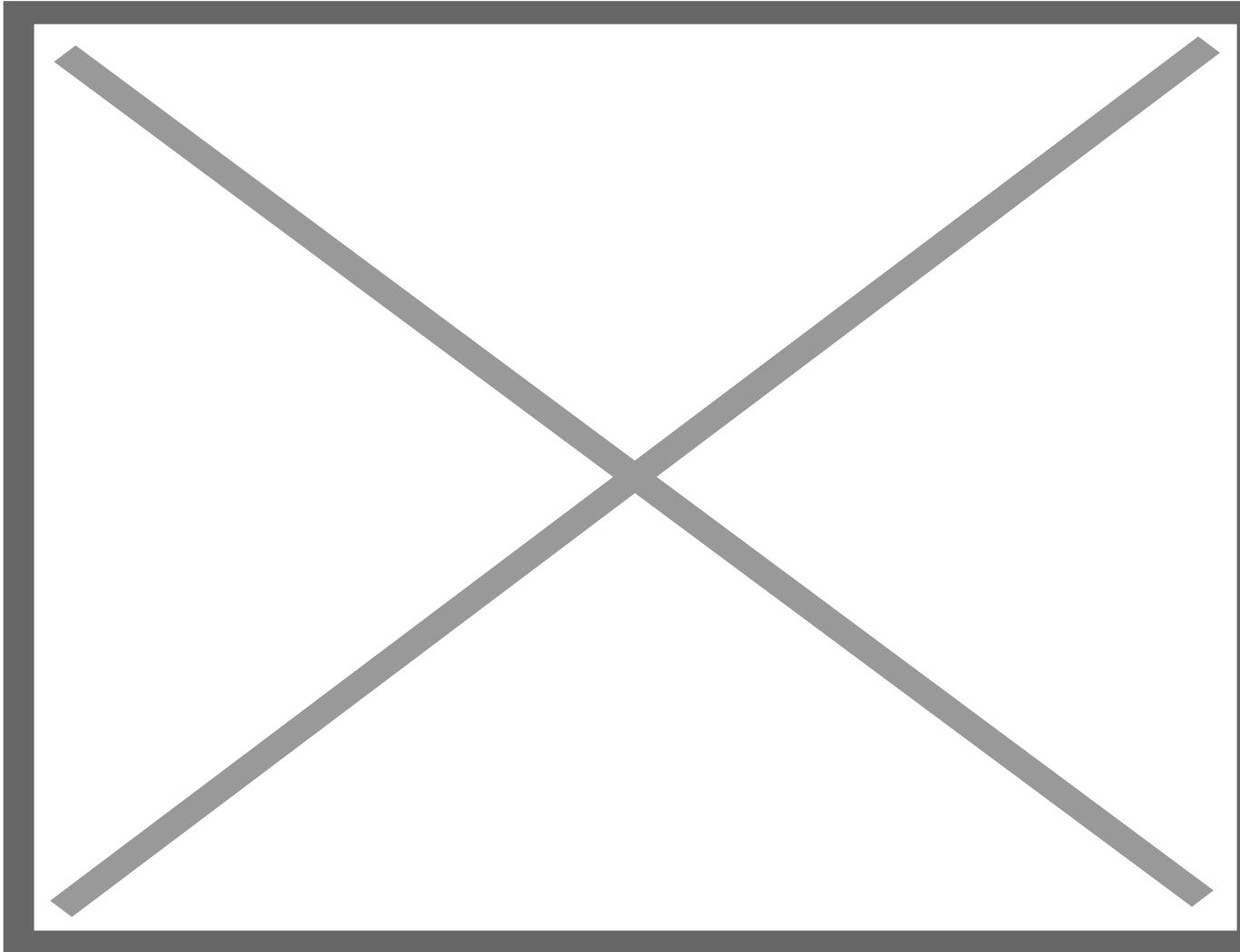


« La neutralité n'est pas une réponse fidèle » : les Églises appellent à l'apartheid israélien par son nom

## Description

Par Mark Braverman, le 28 juillet 2022

*Aujourd'hui nous sommes témoins de ce que l'on peut décrire comme le moment inéluctable de l'opposition de l'Église au programme israélien de discrimination, de dépossession et de nettoyage ethnique. Conjointement à l'appel BDS, l'appel Kairos issu des Églises palestiniennes a éveillé l'Église mondiale à l'urgence de la situation d'espérance des Palestiniens et à l'impératif théologique à agir.*



Des militants Méthodistes Unis pour la réponse de Kairos manifestent en soutien au désinvestissement à la Conférence Générale des Méthodistes Unis en 2012.

Dans leur livre de 2016 *This is an Uprising [C'est un Soulèvement]*, les militants et organisateurs Mark et Paul Engler soutiennent que les régimes autoritaires maintiennent leur pouvoir grâce à la préservation de croyances et d'hypothèses apparemment immuables ainsi qu'aux véritables structures politiques d'injustice. Le politologue scientifique Gene Sharp les a appelées « piliers de soutien ». Les régimes racistes en particulier fonctionnent ainsi : les puissances coloniales, sur la croyance en l'infériorité des colonisés ; les gouvernements tyranniques, sur le droit divin ou naturel d'exercer un pouvoir suprême sur des groupes de sujets. « Les mouvements réussissent », écrivent les Engler, « quand ils obtiennent un soutien de plus en plus grand à leur cause et sapent les piliers de soutien. »

Il y a des moments charnières dans chaque lutte de libération. Le soutien à l'incessante d'oppression et oppression du peuple palestinien par Israël est toujours appuyé sur le maintien de croyances et d'hypothèses incontestées : Les Palestiniens n'ont jamais été une nation ni un peuple ; Dieu a promis la terre au peuple juif ; le monde doit aux Juifs un havre national pour compenser les millions de persécution ; critiquer Israël est antisémitisme.

Aujourd'hui, un seul mot sert maintenant à renverser ces piliers de soutien à l'incessant projet israélien de d'oppression et de colonisation à l'apartheid.

**« La réponse biblique est claire :**

**La réponse théologique est claire.**

**La neutralité n'est pas une réponse fidèle. »**

à Dossier sur l'Apartheid : Un appel pressant aux Églises du monde entier.

Le 1<sup>er</sup> juillet, Kairos Palestine et Kairos Mondial pour la Coalition pour la Justice ont publié un document qui change la donne : « Un Dossier sur l'Apartheid : Un Appel Pressant aux Églises du Monde Entier » expose comment les lois, la politique et les pratiques israéliennes reposent à la définition internationalement acceptée d'apartheid ; il présente une perspective théologique et biblique du péché d'apartheid et émet un vibrant appel aux Églises du monde entier à répondre à l'appel du peuple palestinien : « Comment vont répondre votre Église, votre conseil, votre conférence, votre région ou votre synode ? », demandent les auteurs du Dossier. « La réponse biblique est claire. La réponse théologique est claire. La neutralité n'est pas une réponse fidèle. »

« Les mots importent », écrivent les auteurs du Dossier, confrontant les Églises institutionnelles ainsi que les chrétiens individuellement à leur conscience à utiliser ce mot en référence à Israël.

*Les Églises sont appelées à utiliser le mot apartheid [qui] et dans sa définition dans le droit international et dans sa description des réalités sur le terrain à indiquer une volonté. Comme les Églises reconnaissent le mot mais hésitent à l'utiliser, nous ne parvenons pas à nommer une motivation fondamentale pour notre prise en charge du ministère de Jésus à apporter de bonnes nouvelles aux pauvres, proclamer la libération des captifs, rendre leur liberté aux opprimés » (Luc 4:16ff). »*

---

â?? Dossier sur lâ??Apartheid : Un appel pressant aux Ã©glises du monde entier.

Lâ??argument va au-delÃ du cas de la Palestine. DÃnoncer lâ??apartheid affirme lâ??expÃ©rience des Palestiniens et pousse la communautÃ© internationale Ã explorer, embrasser et renforcer le cadre du droit international Ã un moment oÃ¹ il est rongÃ© par des rÃ©gimes de racisme, dâ??autoritarisme et autres oppressions fondÃ©es sur le pouvoir Ã©conomique, patriarcal, politique et militaire â?? y compris lâ??antisÃ©mitisme.

Au lancement du 1<sup>er</sup> juillet, le Patriarche Ã©mÃ©rite du Patriarcat Latin de JÃ©rusalem, Michel Sabbah, a appelÃ© non seulement les chrÃ©tiens mais le monde entier, Ã tenir IsraÃ©l pour responsable de sa commission de crimes contre lâ??humanitÃ© internationalement reconnus.

La communautÃ© mondiale en a fait peu de cas. Le dÃ©ni des droits fondamentaux et, en rÃ©alitÃ©, de lâ??identitÃ© mÃªme des Palestiniens, du dÃ©but du vingtiÃ¨me siÃ¨cle jusquâ??Ã aujourdâ??hui, a Ã©tÃ© rÃ©cemment documentÃ© par la juriste Noura Erakat (*Justice for Some : Law and the Question of Palestine*) et lâ??historien Rashid Khalidi (*The Hundred Yearsâ?? War on Palestine : A History of Settler Colonialism and Resistance, 1917-2017*). Peut-Ãatre que lâ??exemple le plus parlant est ce qui sâ??est passÃ© Ã Durban, Afrique du Sud, en 2001 Ã la ConfÃ©rence Mondiale, sponsorisÃ©e par les Nations Unies, contre le Racisme, la Discrimination Raciale, la XÃ©nophobie et lâ??IntolÃ©rance AssociÃ©e (WCAR). La mise en Ã©quivalence du sionisme et du racisme a Ã©tÃ© proposÃ©e pour la proclamation de la confÃ©rence. ConsidÃ©rÃ©e comme Â« incendiaire Â» et vigoureusement rejetÃ©e par nombre de pays membres, dont IsraÃ©l et les Ãtats-Unis (qui ont finalement quittÃ© la confÃ©rence en guise de protestation), cette formulation nâ??a pas Ã©tÃ© incluse dans la dÃ©claration finale de la WCAR.

**Ã« Nous avons une rÃ©alitÃ© dâ??apartheid dans ce qui est supposÃ© Ãatre un monde post-apartheid. Â»**

â?? Akshaya Kumar, Human Rights Watch

En rÃ©alitÃ©, lâ??action concernant IsraÃ©l a Ã©tÃ© Ã©cartÃ©e de la scÃ¨ne internationale, bloquÃ©e Ã lâ??ONU par le veto amÃ©ricain du Conseil de SÃ©curitÃ©, mise de cÃ´tÃ© par les dÃ©mocraties nÃ©olibÃ©rales de lâ??Occident pour favoriser la promotion dâ??IsraÃ©l en tant que bastion de la dÃ©mocratie pendant la Guerre Froide et plus rÃ©cemment, pour dÃ©fendre la civilisation occidentale dans la Guerre Contre le Terrorisme. Tout au long du vingtiÃ¨me siÃ¨cle, lâ??action pour soutenir les droits des Palestiniens a Ã©tÃ© thÃ©ologiquement mise de cÃ´tÃ© par les principales Ã©glises dans leur hÃ©te dâ??expier lâ??antisÃ©mitisme et de prÃ©server la dÃ©tente interconfessionnelle entre Juifs et ChrÃ©tiens dâ??aprÃ¨s la 2<sup>e</sup> guerre mondiale. Appeler maintenant la politique dâ??IsraÃ©l par son nom met en Ã©vidence la question de savoir quoi faire Ã propos des crimes dâ??IsraÃ©l. Sâ??exprimant au lancement du Dossier, Akshaya Kumar, Directeur de la DÃ©fense des Droits en situation de Crise Ã Human Rights Watch, a fait le point avec une parfaite simplicitÃ© : Â« Nous avons une rÃ©alitÃ© dâ??apartheid dans ce qui est supposÃ© Ãatre un monde post-apartheid. Â»

**Lâ??appel aux Ã©glises**

Vingt-et-un an après Durban, le monde est à nouveau appelé à reconnaître les crimes de dépossession et d'abrogation des droits de l'homme qui résultent du projet sioniste. Mais ce n'est pas un forum des Nations Unies ni un tribunal international que cet appel est adressé aujourd'hui. Ce n'est pas la prise de conscience croissante de la poursuite incessante par Israël de son programme de colonisation et d'effacement du peuple palestinien qui fait peser cette pression sur nous, bien que la question d'Israël et de l'apartheid soit maintenant débattue au Congrès des États-Unis et dans les principaux médias.

**L'Église est née dans la résistance à un Empire et c'est de là qu'est issue sa farouche opposition à**

**l'inégalité économique et aux divisions fondées**

**sur la classe, la race et l'identité de groupe.**

**Dans des temps de crise sociale et politique,**

**l'engagement en faveur de la justice sociale**

**émane de la base des Églises.**

**Deux décennies après Durban, c'est l'appel adressé par la société civile palestinienne qui a porté le monde à ce point de prise en compte de l'apartheid à notre époque. L'appel de 2005 de la société civile palestinienne au Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) a été un coup de tonnerre, comme un choc à l'appel aux sanctions contre l'Afrique du Sud qui a démarré dans les années 1970 et a joué un rôle clef dans la démolition de ce régime. Le document de Kairos des Églises palestiniennes « Moment de Vérité » a suivi en 2009, exprimant le fond de la théologie de la libération palestinienne. Dans cet appel des Églises des opprimés, l'importance des Églises d'Afrique du Sud dans le combat contre l'apartheid a fortement résonné. Leur rôle dans l'arrivée de l'Église mondiale, puis des gouvernements du monde à une prise de conscience de l'apartheid est encore relativement méconnu en dehors du personnage de Desmond Tutu. Cette histoire procure une puissante leçon pour le combat d'aujourd'hui contre l'apartheid israélien.**

Tout au long du vingtième siècle, l'Église s'est révélée être une force organisatrice pour le changement social. Il y eut, par exemple, son rôle formateur dans le mouvement de Libération des Noirs aux États-Unis et dans le combat anti-apartheid en Afrique du Sud, dans la naissance de la théologie de la libération en Amérique Latine, et dans les mouvements anticoloniaux en Corée et aux Philippines. L'Église est née dans la résistance à un Empire et c'est de là qu'est issue sa farouche opposition à l'inégalité économique et aux divisions fondées sur la classe, la race et l'identité de groupe. Dans des temps de crise sociale et politique, l'engagement en faveur de la justice sociale émane de la base des Églises.

Avec l'appel BDS, l'appel Kairos des Églises palestiniennes a éveillé l'Église mondiale à l'urgence de la situation désespérée des Palestiniens et à l'impératif théologique à agir. L'Église presbytérienne (USA) a conduit la charge en 2004, votant pour entamer un processus de « désinvestissement sélectif progressif » des entreprises multinationales qui

profitent des violations israéliennes des droits de l'homme. Grâce aux efforts du Réseau de la Mission Presbytérienne Israélienne Palestine, en coalition avec des associations de défense des droits de l'homme telles que la Campagne des États-Unis pour les Droits des Palestiniens et Voix Juive pour la Paix, les Presbytériens ont passé les 8 années suivantes à porter des résolutions de désinvestissement à leur Assemblée Générale bisannuelle, dont des actions pour des sanctions et des boycotts qu'ils ont votées en 2010 et en 2012, votant finalement, à l'Assemblée Générale de 2014, une résolution de désinvestissement des sociétés complices de la colonisation de la Palestine.

(photo)

Une femme à l'Assemblée Générale de 2014 à Detroit exhorte l'église à se désinvestir pour les droits des Palestiniens. (Photo : Christopher Hazou/IMEU)

D'autres grandes confessions protestantes des États-Unis ont suivi, adoptant des politiques de désinvestissement et défiant la validité théologique du Sionisme Chrétien. En 2021, l'Église Unie du Christ (UCC) a massivement approuvé « Une Déclaration pour une Paix Juste entre la Palestine et Israël ». Fondée sur le « Cri d'Espoir : Appel à une Action Décisive » de 2020 de Kairos Palestine et de Kairos Mondial pour la justice, la déclaration d'UCC appelait à des actions spécifiques de la part de l'église, rejetant catégoriquement le « système d'apartheid de lois et de procédures juridiques » d'Israël. Et le 8 juillet de cette année, une semaine après la sortie du Dossier, l'Église Presbytérienne des États-Unis a adopté une résolution intitulée « Sur la Reconnaissance que les Lois, la Politique et les Pratiques d'Israël Constituent un Apartheid Contre le Peuple Palestinien ». Comme le Dossier, la résolution détaille de façon exhaustive le système des droits des Palestiniens par Israël, ainsi que l'argumentaire, fondé sur les principes de l'évangile et de la tradition religieuse, pour « la raison pour laquelle les Presbytériens doivent agir ».

La résolution presbytérienne, tour de force d'argumentation juridique, historique, politique et théologique, fait suite à la déclaration de l'UCC de 2021, ainsi que les résolutions des divisions régionales pour d'autres appellations qui nomment spécifiquement l'apartheid israélien et sont maintenant dans les conduits pour voter à partir de ces appellations. Très récemment, deux conférences régionales de l'Église Méthodiste Unie, celles de Nouvelle Angleterre et d'Oregon-Idaho, ont approuvé que les résolutions sur l'apartheid israélien soient portées devant l'Assemblée Générale de la dénomination en 2024.

Aujourd'hui, nous sommes témoins de ce que l'on ne peut croire que comme l'an irrésistible de l'opposition de l'église au programme israélien de discrimination, de dépossession et de nettoyage ethnique. Nommer l'apartheid israélien balaie les objections et les arguments qui distraient, confondent et obscurcissent. C'est ce qui est arrivé quand, en réponse aux actions pour se désinvestir et soutenir les boycotts, le cri a été lancé par les défenseurs d'Israël et le programme sioniste comme quoi ces actions étaient anti-israéliennes et par conséquent anti-juives. La bonne nouvelle, c'est que le combat a alors été rejoint sur un terrain déterminé par le militantisme populaire des Palestiniens et ceux qui soutenaient leur appel à une action directe.

« Pourquoi boycotter Israël ou se désinvestir de l'occupation ? », furent les questions, plutôt que « Comment pouvons-nous protéger Israël contre l'agression des Arabes et les forces

---

Éternelles, implacables de l'antisémitisme ? » Lisez l'article fondateur de 2006 de David Wildman « Pourquoi un Désinvestissement ? Pourquoi Maintenant ? » Maintenant, avec la qualification, inacceptable jusqu'à maintenant, d'Israël en tant que régime d'apartheid, nous nous engageons à nouveau, avec les défenseurs du statu quo, sur un sujet de notre choix.

### Quelle va être votre réponse ?

Après la publication du 1<sup>er</sup> juillet, j'ai envoyé un mail de félicitations à mon collègue, un Palestinien qui dirige le Kairos Mondial pour la Coalition pour la Justice responsable du dossier. « Nous avons passé un cap », ai-je écrit, mentionnant les changements récents dans les communautés religieuses américaines vis-à-vis de l'apartheid israélien. « La question », ai-je ajouté, « c'est : qu'en est-il une fois passé ce cap ? »

Nous sommes face à (au moins) deux questions.

La première : maintenant que les Églises ont reconnu leur obligation de ne pas garder le silence face à un scandale international, quelles actions vont suivre ? La plupart des dénominations protestantes américaines ont déjà agi en se désinvestissant de sociétés impliquées dans la colonisation de la Palestine. Elles sont nombreuses à avoir publié des déclarations officielles critiques de l'aide militaire des États-Unis à Israël. Maintenant que ces mères Églises appellent cela l'apartheid, est-il besoin que quelque chose de plus se produise ?

Voilà un exemple de l'Afrique du Sud apparaît encore plus pertinent. Là-bas, une fois que l'apartheid a été nommé, des mesures ont été prises directement au sein de la politique de l'Église, qui ont finalement eu un impact significatif sur les actions des gouvernements destinés à sanctionner et isoler l'Afrique du Sud. En 1982, l'Alliance Mondiale des Églises Réformées (d'anciens Communion Mondiale des Églises Réformées) a déclaré un *status confessionis* et a immédiatement suspendu les Églises membres sud-africaines qui pratiquaient la ségrégation raciale.

Dans le cas présent, il n'y a pas d'Églises directement impliquées dans l'apartheid israélien, mais la question est posée de savoir si l'apartheid israélien constitue un *status confessionis*. C'est traité dans la partie 3 du « Dossier sur l'Apartheid israélien ». Que des Églises se situant aux niveaux dénominationnel ou cumulative déclarent ou non qu'un tel impératif théologique existe, maintenant que l'apartheid a été nommé, d'autres mesures sont-elles requises pour maintenir l'Église dans la fidélité aux principes de l'Évangile et une politique établie de l'Église dans le respect des droits de l'homme ?

Le cas de l'Afrique du Sud conduit à la seconde question. Le document de Kairos de 1982 sur l'Afrique du Sud « Challenge to the Church » [Défi à l'Église] a clairement établi que « le régime minoritaire d'apartheid n'est pas réformable ; il peut seulement être remplacé par un autre gouvernement ». En d'autres termes, tant que l'idéologie de l'apartheid continue de prévaloir aux lois et la politique de l'Afrique du Sud, l'inégalité systémique à base raciale maintenue par l'État ne pourrait jamais être éliminée. Ne peut-on dire la même chose dans le cas de l'apartheid israélien, qui est l'issue logique et inévitable du sionisme ?

Cela nous conduit à l'autre cap qui a été franchi, notamment par la publication en 2020 de « Cry for Hope » [Un cri d'espérance] : l'identification du sionisme chrétien comme antithétique à l'évangile et incompatible avec la foi chrétienne. Est-ce que le fait que des dirigeants d'Église et des théologiens affirment de plus en plus la nature hérétique (selon leurs propres termes) du sionisme chrétien découle inévitablement de la qualification de l'apartheid israélien ? En réalité, maintenant que la question d'Israël en tant que régime d'apartheid est clairement posée, le sionisme lui-même devient la question. Nous voici revenus à Durban. Peut-il être mis fin à l'apartheid sans que le sionisme, en tant qu'idéologie théologique et politique, soit également délégitimé ?

Dans le cas de l'Afrique du Sud, la pression interne, puis internationale, a eu pour résultat le changement de gouvernement ; le parti au pouvoir s'est retiré et a été remplacé par une véritable démocratie et la fin du système de lois racistes et de mécanismes violents mis en œuvre pour les faire appliquer. Pour citer un autre exemple aux États-Unis, le mouvement populaire de libération des Noirs a dans les Églises et organisations selon les principes évangéliques de résistance à la tyrannie a entraîné le démantèlement des lois racistes et la mise en place de lois édiées à l'égalité raciale. Mais les changements juridiques et politiques ont créé une opportunité pour construire quelque chose de nouveau.

Maintenant que la vérité est dite et les mots interdits prononcés, les voiles de la mythologie et du déni tombés et qu'en est-il alors ? Comment transformer ces déclarations en actions ?

L'ouverture produite par l'Appel (USA) est un tour de force d'argumentation politique et théologique. Elle permet d'écartier toute ambiguïté ou esquivance, tout retard dans l'attitude ou l'engagement dans un « dialogue » avec des partenaires interreligieux. Les résolutions de l'UCC et des Méthodistes spécifient des actions directes, dont le conditionnement de l'aide militaire des États-Unis à Israël et la critique du sionisme chrétien.

Ce qui reste à faire, c'est de développer des stratégies pour présenter les résolutions aux congrégations et au clergé. Je sais bien que les militants qui ont amené leurs Églises à ce point-là ne vont pas manquer de se mettre au travail à ce sujet.

Les Anglais écrivent sur le pouvoir « des événements déclencheurs » qui contrastent avec la lenteur des efforts permanents de construction d'un mouvement pour faire avancer les choses par des sauts qui changent la donne. Par exemple, le massacre de Sharpsburg et le soulèvement des étudiants de Soweto en Afrique du Sud et le boycott des bus, les chiens d'attaque et les lances incendie contre les Noirs du mouvement pour les droits civiques. La prise de conscience publique née de ces événements, combinée aux coalitions avec les associations de travailleurs et d'étudiants et avec l'émergence de dirigeants qui ont inspiré et éveillé les personnes engagées dans les moments de désespoir et d'épuisement les plus profonds, a aidé à créer la masse critique capable de produire un changement significatif. Est-ce que la sortie du « Dossier sur l'apartheid israélien » et les appels à l'action des dénominations religieuses, associés aux récentes publications de Human Rights Watch, Amnesty International, et de l'association israélienne de défense des droits de l'homme B'Tselem, jouent le rôle des événements déclencheurs capables de produire les fruits de décennies de travail de la base ? Pouvons-nous nous servir de ce moment pour mettre fin à l'apartheid de notre époque, libérant et les Juifs et les Palestiniens du fléau qui empoisonne leur présent et assombrit leur

avenir ?

Le « Dossier sur l'Apartheid israélien » se referme sur un appel d'urgence du cœur de la souffrance des Palestiniens : « Comment allez-vous répondre ? Pouvez-vous nous aider à retrouver notre liberté ? » Nous parlons de la vie des gens et de leurs moyens de subsistance. Nous parlons de notre existence même sur la terre de nos ancêtres. Nous avons le matériel des études des congrégations. Nous avons les campagnes d'action directe, et d'autres sont à venir. Nous avons la charge confiée par les Palestiniens. Les piliers de soutien s'effondrent. Et maintenant ?

**Mark Braverman** est le directeur de Kairos USA. Il est l'auteur de *Theology in the Shadow of the Holocaust : Revisiting Bonhoeffer and the Jews* publié dans le numéro actuel de *Theology Today*.

Source : [Mondoweiss](#)

Traduction J. Ch. et SF pour l'Agence Média Palestine

### Tags

1. apartheid
2. Églises
3. neutralité

**date créée**

2022/08/18